

démocratie, de pluralisme et d'humanisme.

L'édification d'un nouveau système de sécurité européenne, le rejet de la formule EST-Ouest pour les relations et la création de nouveaux arrangements de coopération et de cohésion devraient être subordonnés à ces valeurs.

Tout ceci nous crée une sérieuse gageure. Les anciennes structures survivent en général aux circonstances qui les ont suscitées. L'inertie des anciens comportements, des vieilles habitudes est forte et on craint, à juste titre, l'instabilité.

Il ne faut pas ignorer ces craintes mais nous sommes convaincus qu'on pourra les dissiper et, de toute façon, nous souhaitons agir avec prudence.

Il est nécessaire d'arriver à un concept à long terme pour le développement des relations pan-européennes. Certains des changements les plus récents, qui commencent à se produire au coeur de l'Europe, et qui sont fondamentaux, nécessitent la création d'un nouveau système de sécurité européenne.

C'est à partir de cela que nous envisageons la proposition de convoquer un sommet des 35 états qui participent à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Nous estimons qu'un tel Sommet devrait considérer diverses initiatives afin de modifier le statut de notre continent.

La communauté européenne demeure le noyau dur pour ce qui est de l'effort en vue d'établir une Europe unie et le Conseil de l'Europe à Strasbourg a un rôle primordial. Je soulignerais toutefois l'importance du concept du Président Gorbatchev, la maison commune européenne, et l'importance de l'idée du Président François Mitterrand d'une confédération européenne.

Dans le cadre du processus d'Helsinki, nous avons besoin de certaines améliorations institutionnelles. Parmi les propositions allant dans ce sens, je souhaite évoquer la suggestion du Premier Ministre de la Pologne, qui consiste à établir dans le cadre de ce processus, un conseil de la coopération européenne. J'ajouterais que ce conseil ne sera pas en concurrence avec l'une quelconque des organisations européennes existantes ou des institutions existantes. Il ne se substituera pas non plus à ces organisations.

Un sommet bien préparé des 35 états de la CSCE qui aurait lieu avant la fin de l'année donnera, à notre avis, une impulsion essentielle pour ce qui est de créer une nouvelle charpente de la sécurité européenne.

Mesdames, messieurs, le nouveau système de sécurité, pour lequel penche la Pologne, devrait s'inspirer du respect mutuel des droits et intérêts et devrait contenir des garanties spécifiques qui rendraient impossible le retour au règne de la force, au diktat politique et à la réduction à l'état de satellite.